

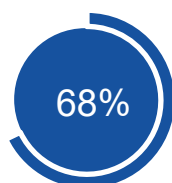
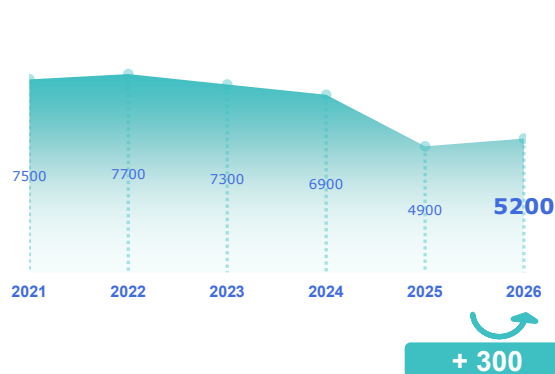


## ENQUÊTE BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE 2026

### CLPE - VIENNE

STATISTIQUES, ÉTUDES ET ÉVALUATION

#### Les projets de recrutement

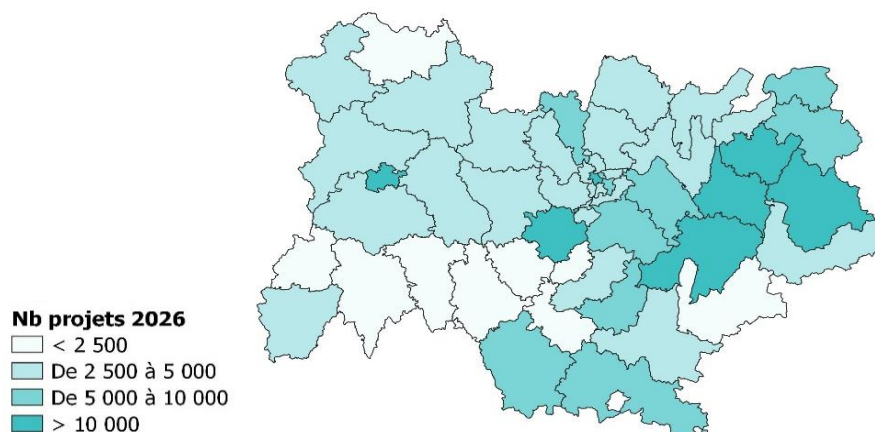


des projets ne  
sont pas liés à  
une activité  
saisonnière



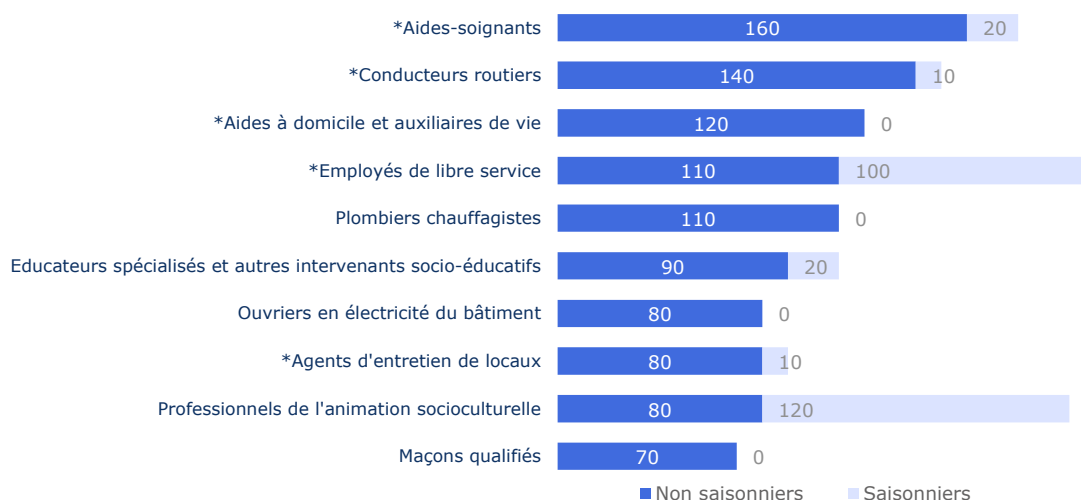
des projets sont  
jugés difficiles à  
réaliser par les  
employeurs

#### Répartition par CLPE

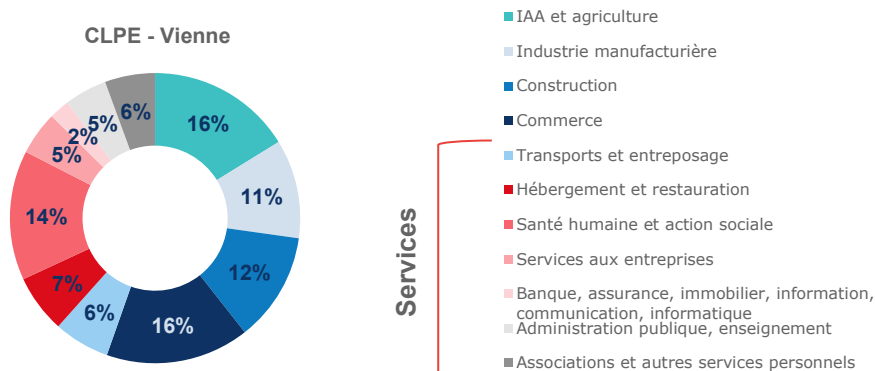


#### TOP 10 des métiers non saisonniers (H/F)

Les métiers précédés d'une \* font également partie du TOP 10 des métiers non saisonniers régionaux.

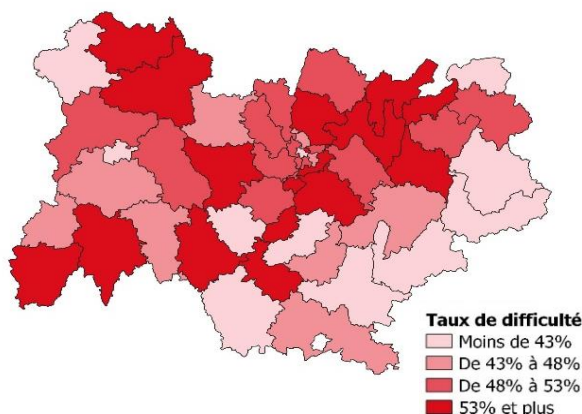


## Répartition par secteur d'activité

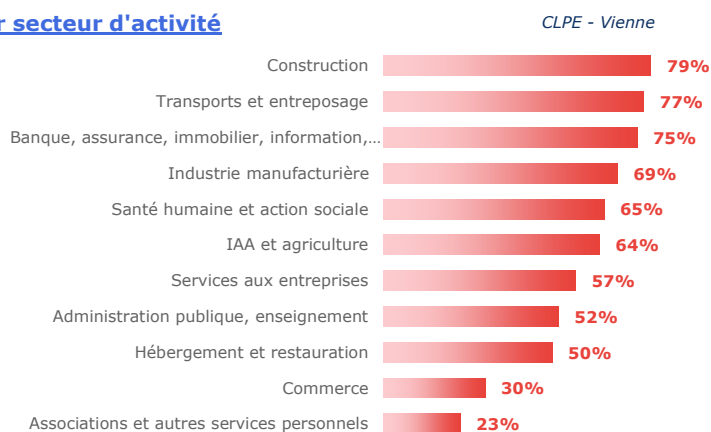


## Les difficultés de recrutement

### Part de projets jugés difficiles par CLPE



### Par secteur d'activité



## Les métiers difficiles à pourvoir

Métiers classés par taux de difficulté décroissant

	Projets 2026	dont difficiles	% difficiles		% saisonniers
			CLPE	Région	
Maçons qualifiés	70	70	100%	81%	0%
Plombiers chauffagistes	110	110	100%	76%	0%
Ouvriers de l'électricité et de l'électronique	50	50	100%	44%	0%
Aides à domicile et auxiliaires de vie	120	120	100%	65%	0%
Techniciens des industries de process	60	60	98%	50%	0%
Ouvriers en chaudronnerie et tôlerie	70	60	95%	84%	15%
Maraîchers et horticulteurs	370	350	95%	68%	90%
Ouvriers de la maintenance générale et mécanique	50	50	89%	76%	0%
Conducteurs de transport en commun sur route	70	60	89%	62%	0%
Ouvriers en peinture en bâtiment	60	50	88%	68%	0%

Lecture: Maçons qualifiés est le métier qui présente le plus fort taux de projets jugés difficiles sur le territoire. 100% des projets de recrutement de ce métier sont jugés difficiles sur le territoire contre 81% au niveau régional. Par ailleurs, 0% des projets de ce métier dans ce territoire sont liés à une activité saisonnière.



### EN SAVOIR +

Retrouvez l'ensemble des publications sur : [www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)

### MÉTHODOLOGIE

Le champ de cette enquête est le même que celui de l'enquête 2025, soit :

- les établissements relevant de l'Assurance chômage,
- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).

L'enquête porte donc sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...). Cette définition correspond au total à 270 000 établissements en Auvergne-Rhône-Alpes (extraits du répertoire SIRENE), dont 208 200 ont été interrogés cette année.

Près de 48 800 établissements ont répondu au questionnaire en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements de la région.

La reproduction des renseignements contenus dans cette étude est autorisée sous réserve d'en mentionner la source.